

NOTE
relative à l'application de l'article L. 111-6
Raccordement des caravanes au réseau électrique

L'objet de l'article L. 111-6.

L'article L. 111-6 du code de l'urbanisme prévoit que « *les bâtiments, locaux ou installations soumises aux dispositions des articles L. 111-1, L. 421-1 ou L. 510-1, ne peuvent, nonobstant toutes clauses contraires des cahiers des charges de concession, d'affermage ou de régie intéressée, être raccordée définitivement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone si leur construction ou leur transformation n'a pas été, selon le cas, autorisée ou agréée en vertu des articles précités.* »

En premier lieu, il convient de préciser qu'il s'agit d'une mesure de police administrative, et non d'une sanction. Cette disposition anti-fraude, entrée en vigueur en 1977, et visait à refuser le branchement des constructions irrégulières aux différents réseaux. L'objectif du législateur était d'une part de lutter contre le foisonnement de petites constructions légères, et d'autre part d'éviter que des situations en infraction avec le droit de l'urbanisme ne soient entérinées par le jeu des cahiers des charges des concessionnaires de services publics. Le texte ne précise pas les modalités d'application de la mesure quant-aux rôles respectifs des concessionnaires de réseaux et des autorités chargées de la police de l'urbanisme.

En second lieu, les notions de branchement provisoire et branchement définitif demandent à être précisées. Lors de la rédaction de l'article L. 111-6, il est apparu que très souvent, un raccordement provisoire doit être réalisé, avant même le dépôt d'une demande d'utiliser le sol, afin de ne pas retarder les travaux de construction. Le raccordement définitif n'intervient que lorsque la construction est prête à être habitée et se matérialise sous la forme d'un contrat d'abonnement. Il est important de préciser que le branchement définitif n'est subordonné à aucune contrainte de délai. D'une manière plus générale, les pouvoirs publics ont reconnu qu'il ne pouvait être fait application de l'article L. 111-6 aux raccordements nécessaires aux équipements de chantiers et foires. Il faut préciser également que ce raccordement provisoire ne fait pas obstacle à un refus d'autorisation de branchement définitif et à la signature d'un contrat de fourniture s'il apparaît que la construction ou l'installation est irrégulière.

La notion de branchement provisoire reste cependant floue et la jurisprudence n'a pas clarifié les choses en introduisant une notion supplémentaire de *branchement temporaire*, dans un arrêt (CE Cancy, 12 décembre 2003), se fondant sur la reconnaissance du *caractère d'urgence* (situation et conditions de vie des personnes intéressées.) Cette notion, qui, comme celle de provisoire, n'est enfermée dans aucun délai réglementaire, ne fait par ailleurs l'objet d'aucune définition juridique. Elle pourrait s'analyser comme une extension de la notion de provisoire, mais cette interprétation doit être maniée avec prudence, car l'article L. 111-6 ne semble admettre aucune interprétation extensive.

Il est apparu rapidement que la mise en œuvre de cette disposition s'avérait difficile, tant sur le plan des principes que de celui de son champ d'application. Sur le plan du principe, la question s'est posée rapidement de savoir qui devait faire la police de l'urbanisme. Les concessionnaires ont d'abord considéré qu'il ne leur appartenait pas de contrôler la régularité

de la construction au regard des règles d'urbanisme. Par ailleurs, la législation précise que l'électricité est un droit pour tous. Quant-au champ d'application, la question de savoir si l'article L. 111-6 s'appliquait aux caravanes, et en particulier aux caravanes constituant l'habitation principale de leurs utilisateurs, a pendant des années fait l'objet de réponses hésitantes, voire contradictoires.

L'article L. 111-6 s'applique-t-il aux caravanes ?

1) La caravane au regard du droit des sols.

Pour répondre à cette question, quelques rappels sur le statut juridique des caravanes au regard du droit de l'urbanisme sont nécessaires :

La caravane est définie à l'article R. 443-2 du code de l'urbanisme comme « ...*véhicule ou élément de véhicule, qui, équipé pour le séjour ou l'exercice d'une activité, conserve en permanence des moyens de mobilité lui permettant de se déplacer par lui-même ou d'être déplacé par simple traction.* »

Au regard des autorisations d'urbanisme, la caravane se distingue des constructions : ces dernières sont soumises à permis de construire ou déclaration de travaux dès lors qu'elles répondent aux conditions du premier alinéa de l'article L. 421-1-1, qui prévoit que toute construction, à usage d'habitation ou non, même ne comportant pas de fondations, doit, au préalable obtenir une autorisation de construire (permis de construire ou déclaration de travaux. La caravane quant-à elle est un véhicule ; elle doit satisfaire aux exigences du code de la route lorsqu'elle se trouve sur le domaine public, et à celle du code de l'urbanisme lorsqu'elle séjourne sur le domaine privé. Pour pouvoir stationner sur une parcelle privative, la caravane doit avoir obtenu une autorisation de stationnement, délivrée dans les conditions fixées par les articles R. 443-3 et R. 443-4 du code de l'urbanisme.

Il convient de rappeler par ailleurs que la *caravane perd son statut de véhicule lorsqu'elle ne dispose plus de ses moyens de mobilité.* (roues, barre de traction.) Elle est alors considérée comme une construction et traitée comme telle dans le cadre de l'application du code de l'urbanisme. Ainsi, un permis de construire sera exigé pour régulariser l'installation d'une caravane ayant perdu ses roues, et qui de ce fait doit se conformer aux règles de construction.

Enfin au regard de la réglementation générale d'urbanisme, une distinction est faite entre les constructions, lesquelles sont soumises à autorisation de construire, et les installations, lesquelles peuvent être soumises ou non à autorisation de construire. La caravane entre dans la catégorie des *installations non soumises à autorisation de construire.*

2) Le champ d'application de l'article L. 111-6

L'article L. 111-6 fait référence aux bâtiments, locaux ou installations soumises aux dispositions des articles L. 111-1, L. 421-1 et L. 510-1. D'emblée, les caravanes sont à exclure du champ des articles L. 421-1 et L. 510-1, le premier concernant les constructions soumises à permis de construire, le deuxième se rapportant aux changements d'utilisation des locaux industriels, commerciaux ou d'enseignement. En ce qui concerne l'application de l'article L. 111-1, qui sert de base à la réglementation nationale d'urbanisme, la question est plus complexe. Les caravanes ne sont pas des constructions mais sont des installations au sens du code de l'urbanisme. Or, la référence aux articles L. 421-1 et L. 510-1 n'étant pas opératoire, le renvoi à l'article L. 111-1 restait le seul lien juridique entre l'article L.111-6 et

la caravane. Toutefois, ce lien était devenu bien ténu, depuis les modifications apportées au code de l'urbanisme par cette loi du 7 janvier 1983 de transfert des compétences, et la définition par celles-ci d'un fondement législatif particulier à certains modes d'utilisation du sol. En particulier, la loi du 7 janvier 1983 a défini un régime spécifique au stationnement des caravanes : l'article L. 443-1 constitue la base législative à la réglementation relative notamment au stationnement des caravanes. Cet article L. 443-1 n'est pas visé dans l'article L. 111-6. Dans ces conditions la référence à l'article L. 111-1 dans l'article L. 111-6 était-elle encore d'actualité et surtout était-elle suffisante pour soutenir que les caravanes étaient dans le champ d'application de l'article L. 111-6 ?

3) Les apports de la jurisprudence.

Pendant des années, la jurisprudence du Conseil d'Etat ne s'est pas prononcée sur ce point, laissant place à toutes les interprétations ; elle n'est cependant pas restée muette sur d'autres aspects du problème. Dans un arrêt « Commune de Caumont-Sur-Durance » en date du 9 avril 2004, le Conseil d'Etat a eu à se prononcer sur la légalité d'une décision du Maire de la commune, s'opposant au raccordement au réseau de distribution électrique d'une parcelle irrégulièrement occupée par deux caravanes de gens du voyage. Dans cet arrêt, le Conseil d'Etat a confirmé une décision du juge des référés du Tribunal administratif de Marseille qui par ordonnance en date du 16 octobre 2003, avait suspendu la décision de refus du maire, considérant que *l'état d'urgence lié aux conditions de vie des requérants justifiait que la parcelle sur laquelle étaient installées les deux caravanes soit raccordée au réseau EDF*. Tout en reconnaissant l'état d'urgence, le Conseil d'Etat avait considéré dans son arrêt du 9 avril 2004 « *que d'une part, le juge des référés n'a, eu égard à son office et compte tenu de la portée imprécise du renvoi que l'article L. 111-6 fait à l'article L. 111-1 du code de l'urbanisme, pas commis d'erreur de droit en jugeant que le moyen tiré de ce que le maire de Caumont-Sur-Durance n'avait pas compétence, sur le fondement des dispositions précitées de l'article L. 111-6, pour s'opposer au raccordement du terrain de la requérante au réseau d'électricité était, en l'état de l'instruction, de nature à créer un doute sérieux sur la légalité de la décision litigieuse.*

Considérant, d'autre part, que le juge des référés n'a pas commis d'erreur de droit en déduisant de ce que la requérante vit avec son concubin et l'un de ses enfants dans les caravanes stationnées sur le terrain dont elle a demandé le raccordement au réseau de distribution électrique, et eu égard aux effets de la décision attaquée sur les conditions de vie de la requérante, alors même que le stationnement de ces caravanes serait irrégulier, que la condition d'urgence définie par l'article L. 521-1 du code de justice administrative doit être regardée comme satisfaite. »

Toutefois, ce jugement repose sur la seule reconnaissance du caractère d'urgence, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du code de justice administrative en vertu duquel le juge des référés, lorsqu'il statue en urgence à l'issue d'une procédure contradictoire, est tenu de communiquer le moyen d'ordre public soulevé d'office sur lequel il entend fonder sa décision. Concernant l'application de l'article L. 111-6 aux caravanes, le Conseil d'Etat se borne à souligner le caractère imprécis de l'article L. 111-1 auquel renvoie l'article L. 111-6, sans se prononcer sur la question de fond à savoir : les dispositions de l'article L. 111-6 sont-elles opposables aux caravanes ?

Il a fallu attendre le 7 septembre 2004 pour que dans un avis le Conseil d'Etat se prononce enfin sur la portée du renvoi de l'article L. 111-6 à l'article L. 111-1.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat fait l'analyse suivante : *« en vertu de l'article L. 111-1, antérieurement codifié à l'article 91 du code de l'urbanisme et de l'habitation, les règles générales applicables, en dehors de la production agricole, en matière d'utilisation du sol, notamment en ce qui concerne l'utilisation décente des propriétés foncières, sont déterminées par des décrets en Conseil d'Etat ou, dans les territoires dotés d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé, ou d'un document en tenant lieu, par des règlements annexés à ces plans ou documents. Or, les caravanes mobiles avaient fait l'objet avant l'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1976 et sur le fondement de l'article 91 du code de l'urbanisme et de l'habitation d'un décret en Conseil d'Etat, pris le 11 janvier 1972 et codifié en 1973 sous les articles R. 440-8 et suivants du code de l'urbanisme. L'article R. 440-11 soumettait, notamment à autorisation, tout stationnement d'une durée supérieure à trois mois. Si plusieurs lois intervenues à partir de 1983 ont ensuite introduit, aux articles L. 443-1 et suivants du même code, un fondement législatif spécifique pour les décrets applicables aux caravanes, désormais codifiés aux articles R. 443-1 et suivants du code de l'urbanisme, ces lois n'ont eu ni pour objet, ni pour effet de restreindre le champ de la police spéciale de l'urbanisme, destinée à assurer le respect des règles d'utilisation des sols, qu'instituent les dispositions de l'article L. 111-6. »*

Il en résulte que sur la base des dispositions de l'article L. 111-6, le maire est fondé à s'opposer au raccordement définitif au réseau de distribution d'électricité des caravanes mobiles stationnant irrégulièrement, au regard des dispositions d'urbanisme.

Toutefois, *« la circonstance qu'une caravane serait stationnée irrégulièrement au regard des dispositions relatives à l'utilisation des sols n'est pas de nature, par elle-même à justifier légalement un arrêté par lequel le maire s'opposerait, sur le seul fondement de ses pouvoirs de police générale qu'il tient de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, au raccordement au réseau de distribution d'électricité sollicité par ses occupants »*

Cet avis a été immédiatement suivi d'un arrêt d'application positive : CE Commune de la Fare-Les-Oliviers en date du 5 novembre 2004 dans lequel le Conseil d'Etat confirme que l'autorisation de branchement peut être refusée pour une caravane. Dans cet arrêt, le Conseil d'Etat rappelle en effet deux choses : la première est que les caravanes installées sans autorisation de stationnement entrent dans le champ d'application de l'article L. 111-6 au même titre que les constructions édifiées irrégulièrement; la deuxième est que les branchements provisoires sont exclus du champ d'application de l'article L. 111-6.

En définitive, il ressort de l'ensemble des jugements, complétés par l'avis du Conseil d'Etat:

- L'article L. 111-6, en ce qu'il vise les constructions et installations est opposable aux caravanes, comme il l'est à toutes constructions ou installations irrégulières.
- Le maire n'a pas le pouvoir de s'opposer au branchement des caravanes sur le fondement ses pouvoirs de police que lui confère l'article 2212 du code général des collectivités territoriales.
- L'article L. 111-6 ne vise que les branchements définitifs, et non les raccordements provisoires. En outre, depuis la jurisprudence Cancy (12 décembre 2004) la question se pose pour les branchements dits temporaires.

- Le refus général de tout branchement sur le fondement des dispositions de l'article L. 111-6 au seul motif que le terrain concerné se trouve en zone inconstructible est illégal.

En conclusion :

Le Conseil d'Etat vient de mettre fin à une longue période d'incertitude durant laquelle, tant les autorités administratives en charge de l'application des règlements d'urbanisme, que les juridictions administratives de première instance avaient, sur le champ d'application de l'article L. 111-6 des hésitations. Désormais les choses sont plus claires : les caravanes installées irrégulièrement sont traitées de la même manière que les constructions édifiées sans autorisation au regard des dispositions de l'article L. 111-6 soumises à autorisation de construire, ce qui est somme toute conforme aux objectifs de cet article. Les branchements provisoires (et temporaires ?) sont exclus du champ d'application. Toutefois, il peut être utile de rappeler que l'obtention d'un branchement provisoire ne met pas à l'abri des poursuites qui le cas échéant, peuvent être engagées contre la personne qui s'est rendu coupable d'une infraction au code de l'urbanisme, selon les procédures de droit commun. Comme cela a été précisé au début de cette note, l'article L. 111-6 n'a pas vocation à être utilisé comme une sanction. Les autorités administratives en charge de la gestion d'un territoire doivent donc bien distinguer ce qui relève du droit à l'électricité d'une part, et ce qui relève des infractions aux dispositions d'urbanisme pouvant par ailleurs faire l'objet de poursuites et de sanctions, en application des dispositions pénales du code de l'urbanisme.

Patrick MAZET

Annexes

Avis du Conseil d'Etat en date du 7 juillet 2004, (résumé) :

Raccordement aux réseaux des caravanes stationnées irrégulièrement

Le Conseil d'État a été saisi d'une demande d'avis portant sur la question suivante : les dispositions de l'article L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales, d'une part, et celles de l'article L. 111-6 du Code de l'urbanisme, d'autre part, permettent-elles d'enjoindre à Electricité de France de ne pas raccorder à titre définitif au réseau de distribution d'électricité des parcelles au motif que des caravanes y stationnent irrégulièrement ?

Il a répondu, en substance, que le maire peut s'opposer au raccordement définitif au réseau de distribution d'électricité des caravanes mobiles stationnant irrégulièrement, soit au regard des articles R. 443-1 et suivants du Code de l'urbanisme, soit au regard du règlement annexé au plan d'occupation des sols ou du plan local d'urbanisme, sur le territoire de la commune concernée.

Les caravanes posées sur le sol ou sur des plots de fondation et n'ayant, de ce fait, pas conservé leur mobilité doivent, pour leur part, être regardées comme des maisons légères d'habitation. Elles entrent, à ce titre, dans le champ d'application de l'article L. 421-1 du Code de l'urbanisme et, par voie de conséquence, dans celui de l'article L. 111-6 précité. Le maire tient donc de ce dernier le pouvoir de s'opposer à leur raccordement définitif au réseau de distribution d'électricité si elles n'ont pas fait l'objet d'un permis de construire.

En revanche, la circonstance qu'une caravane serait stationnée irrégulièrement au regard des dispositions relatives à l'utilisation des sols n'est pas de nature, par elle-même, à justifier légalement un arrêté par lequel le maire s'opposerait, sur le seul fondement des pouvoirs de police générale qu'il tient de l'article L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales, au raccordement au réseau de distribution d'électricité sollicité par ses occupants.

Conseil d'Etat

Avis rendu par le Conseil d'Etat sur des questions de droit posées par un tribunal administratif ou une cour administrative d'appel (1)

NOR: CETX0407592V

Le Conseil d'Etat (section du contentieux, 3e et 8e sous-sections réunies),

Sur le rapport de la 3e sous-section de la section du contentieux,

Vu, enregistré le 13 avril 2004 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le jugement du 6 avril 2004 par lequel le tribunal administratif de Marseille, avant de statuer sur la demande présentée par M. et Mme Pierre Herlemann et autres tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de la décision du 11 janvier 2002 par laquelle le maire de Marignane s'est opposé au raccordement des parcelles cadastrées n°s CB 23, CB 24, CB 26, CB 21 et CB 19 au réseau de distribution d'électricité, a décidé, par application des dispositions de l'article L. 113-1 du code de justice administrative, de transmettre le dossier de cette demande au Conseil d'Etat, en soumettant à son examen la question suivante : les dispositions de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, d'une part, et celles de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme, d'autre part, permettent-elles d'enjoindre à Electricité de France de ne pas raccorder à titre définitif au réseau de distribution d'électricité des parcelles au motif que des caravanes y stationnent régulièrement ?

Vu les observations, enregistrées le 8 juin 2004, présentées par le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer ; il soutient que l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme peut être opposé aux constructions ou installations relevant de régimes d'autorisation autres que le permis de construire et, notamment, des dispositions relevant de l'actuel chapitre 3 du titre IV du livre IV du code de l'urbanisme relatif au camping et au stationnement des caravanes ; que, toutefois, l'article L. 111-6 ne permet pas de procéder au débranchement d'une installation régulière à l'origine mais qui ne le serait plus par la suite, que le maire ne peut s'opposer au raccordement d'une parcelle nue ;

Vu les pièces du dossier transmises par le tribunal administratif de Marseille ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le décret n° 72-37 du 11 janvier 1972 ;

Vu le décret n° 73-1023 du 8 novembre 1973 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment ses articles L. 113-1 et R. 113-1 à R. 113-4 ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de M. Edouard Crépey, auditeur ;

- les conclusions de M. François Séners, commissaire du Gouvernement,

Rend l'avis suivant :

1° Aux termes de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme, issu de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1976 : « Les bâtiments, locaux ou installations soumis aux dispositions des articles L. 111-1, L. 421-1 ou L. 510-1, ne peuvent, nonobstant toutes clauses contraires des cahiers des charges de concession, d'affermage ou de régie intéressée, être raccordés définitivement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone si leur construction ou leur transformation n'a pas été, selon le cas, autorisée ou agréée en vertu des articles précités. »

Ni l'article L. 510-1, qui concerne les locaux ou installations servant à des activités industrielles, commerciales, professionnelles, administratives, techniques, scientifiques ou d'enseignement, ni l'article L. 421-1, qui concerne les constructions, ne s'appliquent aux caravanes mobiles.

En revanche, en vertu de l'article L. 111-1, antérieurement codifié à l'article 91 du code de l'urbanisme et de l'habitation, les règles générales applicables, en dehors de la production agricole, en matière d'utilisation du sol, notamment en ce qui concerne « l'utilisation décente des propriétés foncières », sont déterminées par des décrets en Conseil d'Etat ou, dans les territoires dotés d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé, ou du document en tenant lieu, par les règlements annexés à ces plans ou documents. Or, les caravanes mobiles avaient fait l'objet avant l'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1976 et sur le fondement de l'article 91 du code de l'urbanisme et de l'habitation d'un décret en Conseil d'Etat, pris le 11 janvier 1972 et codifié en 1973 sous les articles R. 440-8 et suivants du code de l'urbanisme. L'article R. 440-11 soumettait, notamment à autorisation, tout stationnement d'une durée supérieure à trois mois. Si plusieurs lois intervenues à partir de 1983 ont ensuite introduit, aux articles L. 443-1 et suivants du même code, un fondement législatif spécifique pour les décrets applicables aux caravanes, désormais codifiés aux articles R. 443-1 et suivants du code de l'urbanisme, ces lois n'ont eu ni pour objet ni pour effet de restreindre le champ de la police spéciale de l'urbanisme, destinée à assurer le respect des règles d'utilisation des sols, qu'instituent les dispositions de l'article L. 111-6 précitées.

Par suite, ces dispositions permettent au maire de s'opposer au raccordement définitif au réseau de distribution d'électricité des caravanes mobiles stationnant irrégulièrement, soit au regard des articles R. 443-1 et suivants du code de l'urbanisme, soit au regard du règlement annexé au plan d'occupation des sols ou du plan local d'urbanisme, sur le territoire de la commune concernée.

Les caravanes posées sur le sol ou sur des plots de fondation et n'ayant, de ce fait, pas conservé leur mobilité doivent, pour leur part, être regardées comme des maisons légères d'habitation. Elles entrent, à ce titre, dans le champ d'application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme et, par voie de conséquence, dans celui de l'article L. 111-6 précité. Le maire tient donc de ce dernier le pouvoir de s'opposer à leur raccordement définitif au réseau de distribution d'électricité si elles n'ont pas fait l'objet d'un permis de construire.

2° La circonstance qu'une caravane serait stationnée irrégulièrement au regard des dispositions relatives à l'utilisation des sols n'est pas de nature, par elle-même, à justifier légalement un arrêté par lequel le maire s'opposerait, sur le seul fondement des pouvoirs de police générale qu'il tient de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, au raccordement au réseau de distribution d'électricité sollicité par ses occupants.

Le présent avis sera notifié au tribunal administratif de Marseille, à M. et Mme Pierre Herlemann, à Mme Maria Buche, à M. et Mme Michel Husejnovic, à M. Félix Herlemann, à Mme Marie-Louise Buche, à Electricité de France, à la commune de Marignane, au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales et au ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer.

Il sera publié au Journal officiel de la République française.

(1) Avis n° 266478 du 7 juillet 2004.

Actualisé le 4 juin 2004

Conseil d'État
statuant
au contentieux
N° 261521
Inédit au Recueil Lebon

10ème et 9ème sous-sections réunies

M. Yves Salesse, Rapporteur
Mme Boissard, Commissaire du gouvernement

M. Stirn, Président
SCP PEIGNOT, GARREAU

Lecture du 9 avril 2004

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Vu la requête sommaire et le mémoire complémentaire, enregistrés les 4 novembre et 19 novembre 2003 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présentés pour la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE, représentée par son maire en exercice ; la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler l'ordonnance du 16 octobre 2003 par laquelle le juge des référés du tribunal administratif de Marseille a, à la demande de Mme Claudine X, suspendu l'exécution de la décision du 2 juillet 2003 par laquelle le maire de la commune requérante s'est opposé au raccordement au réseau de distribution d'électricité de la parcelle cadastrée sous le n° 82 de la section AB ;

2°) de rejeter la demande formée devant le tribunal administratif de Marseille par Mme X ;

3°) de condamner Mme X à lui verser la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

la commune soutient que, par une lettre du 26 mai 2003, les services d'Electricité de France ont saisi son maire du projet de raccordement au réseau de distribution électrique du terrain mentionné ci-dessus, occupé par Mme X qui y a fait irrégulièrement installer deux caravanes ; que le maire a fait connaître son opposition à ce projet le 2 juillet 2003 ; qu'à la demande de l'intéressée et par l'ordonnance attaquée, le juge des référés du tribunal administratif de Marseille a prononcé la suspension de cette décision après avoir rejeté le 18 septembre 2003 une première demande de l'intéressée pour absence d'urgence ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret du 29 juillet 1927 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de M. Salesse, Maître des Requêtes,
- les observations de la SCP Peignot, Garreau, avocat de la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE et de la SCP Célice, Blancpain, Soltner, avocat de Mme X,
- les conclusions de Mme Boissard, Commissaire du gouvernement ;

Considérant que Mme X a demandé le raccordement au réseau de distribution électrique du terrain qu'elle possède à CAUMONT-SUR-DURANCE (Vaucluse) et sur lequel sont stationnées les deux caravanes qu'elle occupe avec sa famille ; que, par un courrier adressé aux services d'Electricité de France le 2 juillet 2003, le maire de la commune a demandé à ceux-ci de ne pas procéder à ce raccordement au motif que le stationnement de caravanes à usage d'habitation en zone agricole était contraire aux dispositions du plan d'occupation des sols de la commune ; que par l'ordonnance attaquée du 16 octobre 2003, le juge des référés du tribunal administratif de Marseille a suspendu l'exécution de la décision du maire en date du 2 juillet 2003 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme : Les bâtiments, locaux ou installations soumis aux dispositions des articles L. 111-1, L. 421-1 ou L. 510-1, ne peuvent, nonobstant toutes clauses contraires des cahiers des charges de concession, d'affermage ou de régie intéressée, être raccordés définitivement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone si leur construction ou leur transformation n'a pas été, selon le cas, autorisée ou agréée en vertu des articles précités ;

Considérant, d'une part, que le juge des référés n'a, eu égard à son office et compte tenu de la portée imprécise du renvoi que l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme fait à l'article L. 111-1 de ce code, pas commis d'erreur de droit en jugeant que le moyen tiré de ce que le maire de CAUMONT-SUR-

DURANCE n'avait pas compétence, sur le fondement des dispositions précitées de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme, pour s'opposer au raccordement du terrain de Mme X au réseau d'électricité était, en l'état de l'instruction, de nature à créer un doute sérieux sur la légalité de la décision litigieuse ;
Considérant, d'autre part, que le juge des référés n'a pas commis d'erreur de droit en déduisant de ce que Mme X vit avec son concubin et l'un de ses enfants dans les caravanes stationnées sur le terrain dont elle a demandé le raccordement au réseau de distribution électrique et eu égard aux effets de la décision attaquée sur les conditions de vie de la requérante, alors même que le stationnement de ces caravanes serait irrégulier, que la condition d'urgence définie à l'article L. 521-1 du code de justice administrative précité doit être regardée comme satisfaite ;
Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE n'est pas fondée à demander l'annulation de l'ordonnance attaquée du juge des référés du tribunal administratif de Marseille ;
Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de mettre à la charge de la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE la somme de 1 300 euros au titre des frais exposés par Mme X et non compris dans les dépens ; qu'en revanche, ces dispositions font obstacle à ce que soit mise à la charge de Mme X, qui n'est pas dans la présente instance la partie perdante, la somme que la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE demande au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

D E C I D E :

Article 1er : La requête de la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE est rejetée.
Article 2 : La COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE versera à Mme X la somme de 1 300 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
Article 3 : La présente décision sera notifiée à la COMMUNE DE CAUMONT-SUR-DURANCE, à Mme Claudine X et au ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer.

Titrage : Excès de pouvoir